



Professional standards for Basic Education
teachers in West and Central Africa : Expert meeting
and regional technical workshop

Normes professionnelles pour les enseignants de l'éducation
de base en Afrique de l'Ouest et du Centre : Réunion d'experts
et Atelier technique régional

TALENT Inaugural workshop
24-28 October 2016, Dakar, Senegal
in collaboration with CONFEMEN-PASEC, Unicef, ANCEFA, REESAO and the Regional Coordination Group on SDG4.



Rapport Final

26-28 Octobre
DAKAR, SENEGAL

ATELIER REGIONAL SUR LES NORMES PROFESSIONNELLES DES ENSEIGNANTS DE L'EDUCATION DE BASE

EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Inauguration du réseau TALENT 1/ODD4

26-28 Octobre 2016

Dakar, Sénégal

RAPPORT CONSOLIDE DES SESSIONS

INTRODUCTION

Ce présent rapport rend compte des travaux de l'atelier technique régional sur les normes professionnelles des enseignants de l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du Centre tenu les 26-28 octobre 2016 à Dakar, Sénégal

I - STRATEGIE

1. Objectifs de l'atelier

- clarifier les liens et la cohérence à établir entre les normes professionnelles identifiées et la révision des programmes de formation initiale en continue des enseignants ;
- Mettre tous les pays au même niveau d'information par rapport aux différentes initiatives en cours en Afrique de l'Ouest et du Centre pour renforcer la qualité des enseignements apprentissages et notamment celles relatives au développement de cadres nationaux et régionaux de certification pour les enseignants de l'éducation de base

2. Résultats attendus:

- Le réseau TALENT est officiellement lancé et connu par les acteurs régionaux et les états membres bénéficiaires de ses activités
- **Les axes d'actions et les activités prioritaires du réseau sont validés par l'ensemble des parties prenantes**
- Les cadres nationaux ont une meilleure compréhension des articulations et des complémentarités entre les différentes initiatives en cours en Afrique de l'Ouest et du Centre pour renforcer la qualité des enseignements-apprentissages.
- Les capacités des cadres nationaux (des pays de la CEEAC notamment) sont renforcées en matière de développement de cadre de certification professionnelle
- Les pays participants développent leur feuille de route pour se doter de référentiels de certification et de formation initiale et continue pour les enseignants de l'éducation de base.
- Les partenaires d'appui s'entendent sur une feuille de route commune de travail en appui aux pays concernés

3. Participants

L'atelier a regroupé 76 participants venant d'une vingtaine de pays de la CEDEAO et de la CEEAC (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo; Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centre Africaine, République Démocratique du Congo, Sao-Tomé et Principe, Rwanda, Tchad.) et les partenaires au développement les appuyant sur les questions relatives à la qualité des enseignants (CEDEAO, UEMOA, CEEAC, experts régionaux et internationaux, International de l'éducation).

4. Démarche de mise en œuvre

Exploitant les principes du modèle appropriatif, l'atelier a alterné dans sa démarche les apports d'informations, l'action à travers les productions de groupe, les discussions de plénière à des fins de clarification,

d'approfondissement ou de contribution. Tout cela a permis d'activer les « conflits socio-cognitifs » ou interpersonnels afin de modifier ou renforcer les représentations individuelles.

II – RESUME DES TRAVAUX

CEREMONIE D'OUVERTURE

Trois allocutions ont été prononcées

Le Professeur Advertus Oréa Wright, représentant le Ministre de l'Education du Libéria a, au nom de son pays et de sa Présidente de la République, souhaité la bienvenue aux participants et une pleine réussite des travaux.

Le Professeur Abdoulaye MAGA, représentant de l'ECOWAS, a remercié et encouragé les organisateurs, au nom de la CEDEAO, partenaire actif dans le développement du secteur de l'éducation de base. Dans ce sens, il a rappelé que la CEDEAO a organisé un atelier sur l'harmonisation du système éducatif de base et en conséquence attend de ces travaux des propositions, pour planifier les différentes stratégies de mise en œuvre dans les différents pays.

Madame Yumiko YOKOZEKI, Directrice de l'UNESCO IICBA Addis Abéba, a exprimé son grand plaisir de procéder à l'inauguration du réseau TALENT. Elle a ensuite rappelé quelques grands défis à relever suite à la crise de l'éducation : (i) des contenus inadaptés ; (ii) des enseignants pas ou peu préparés ; (iii) un environnement des apprentissages défavorables ; (iv) de faibles résultats chez les élèves, (cf. évaluations du PASEC). Face à cette situation, il faut s'organiser davantage et s'engager ensemble pour apporter une réponse adéquate à l'ODD4, par la mise en pratique d'une pédagogie plus appropriée. Mme YOKOZEKI a ensuite fait le point sur l'état d'avancement des différentes activités menées et leur capitalisation à travers un paquet de ressources, dégagant une vision commune et des normes professionnelles pour les enseignants de l'Education de Base de l'Afrique de l'ouest et du centre. Enfin Mme YOKOZEKI a affirmé l'engagement de l'UNESCO à assurer le plaidoyer auprès de tous les partenaires stratégiques et décideurs politiques.

Il s'en est suivi le déroulement des sessions de travail.

SESSION 1 : **Aperçu de la crise de l'apprentissage en Afrique de l'ouest et du centre** (modérée par le Professeur Abdoulaye MAGA représentant de la CEDEAO)

Trois présentations ont permis de dresser la situation de l'enseignement apprentissage en Afrique de l'Ouest et du centre et présenter comment le **Réseau des Educateurs pour la transformation de l'enseignement Apprentissage (TALENT)** » entend aborder la situation dans ses domaines de compétences

L'exposé « La crise de l'apprentissage en Afrique de l'ouest et du centre », présenté par M. Patrick NKENGNE NKENGNE, Analyste des politiques éducatives – UNESCO-IIEP/Pôle de Dakar : révèle que : **124 millions d'enfants et d'adolescents ne sont pas à l'école et ce nombre est en hausse. Il faut amener ces enfants à l'école ce qui nécessitera le recrutement d'un nombre élevé d'enseignants.** Le niveau des acquisitions scolaires est insuffisant et après une scolarité primaire complète, un grand nombre d'enfants n'acquiert pas le seuil minimal de compétences en lecture et en mathématiques : L'enseignant est un élément central dans la politique éducative or en Afrique subsaharienne 70 % des pays sont confrontés à des pénuries aigües d'enseignants, s'élevant à 90 % dans le cycle secondaire.

Il est donc indispensable de procéder à un recrutement massif d'enseignants, de former les enseignants car non seulement une proportion considérable des enseignants ne maîtrisent pas les notions et connaissances à enseigner **notamment en math mais surtout l'amélioration des apprentissages des élèves** passe par une meilleure qualification des enseignants, **d'assurer une bonne gestion de la ressource enseignante** : (Politique de recrutement / attractivité vers le métier ; Plan de carrière ; Allocation et utilisation...), **d'augmenter les capacités des institutions de formation des enseignants** : capacités physiques, humaines et matérielles et **d'interroger les processus de certification des enseignants pour aller vers un cadre de certification qui tienne compte des pratiques de l'enseignant dans son lieu de travail**

La présentation relative à « Living up to the task – providing education for refugees together » faite par Caroline SCHMIDT, UNHCR, montre que **263 millions d'enfants et d'adolescents sont en dehors de l'école** et 20% du quantum horaire sont perdus annuellement, **Seuls 50% d'enfants réfugiés ont accès à l'école primaire** ; parmi eux 22% atteignent le **secondaire et seuls 01% accèdent à l'université**. Les enfants réfugiés sont confrontés à plusieurs problèmes complexes (langue, mobilité, protection...). Dès lors, les priorités pour l'UNHCR sont de **s'engager pour la réalisation de l'ODD4** ; maintenir les enfants dans les écoles ; **assurer l'inclusion** et contribuer à l'amélioration des cadres de développement, des normes et des standards dans l'éducation de base.

La Présentation du « **Réseau des Educateurs pour la transformation de l'enseignement** Apprentissage (TALENT) » par Valérie DJIOZE-GALLET, Coordinatrice du réseau TALENT pour l'**UNESCO** a mis en exergue que le réseau TALENT est conçu pour servir de plateforme thématique **du groupe régional de coordination sur l'ODD4-EDUCATION 2030 en Afrique de l'ouest et du centre**, qui vise à **soutenir la mise en œuvre de l'ODD4**.

Les activités du TALENT se focalisent sur la recherche, le partage de connaissances et le renforcement des capacités. Le réseau cible **les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre**, s'adosse sur une théorie du changement selon laquelle **l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage, y compris la maîtrise des compétences de base, dépend de trois leviers principaux** (le capital du réseau, les connaissances et les capacités) dont la combinaison va renforcer les systèmes éducatifs de la région.

Pour les objectifs, TALENT n'est pas un projet, mais une plateforme de collaboration qui favorise la jonction des forces et s'inscrit dans une communauté de travail et d'apprentissage ; autrement dit, le maître mot est de « chercher les meilleures stratégies pour que les enfants apprennent plus et mieux » **car c'est dans la «classe» que l'impact des programmes se fait sentir**, que les méthodes pédagogiques démontrent leur efficacité ou leur échec et que les apprenants sont motivés à participer et apprendre à apprendre.

TALENT intervient dans plusieurs domaines : appui aux enseignants pour leur professionnalisation, environnement institutionnel, suivi des apprentissages, etc.

Les modalités d'action du réseau sont le **partage d'expertise et d'expériences** ; la production et le partage de nouvelles connaissances ; le développement des capacités et enfin le plaidoyer en direction des leaders. A ce jour, les ressources humaines et financières du réseau sont issues des contributions des différents partenaires. Depuis sa création en juin, 2016, TALENT a engrangé des résultats non négligeables dont :

- ☐ **La création d'un partenariat dynamique composé de l'UNESCO, Unicef, CONFEMEN, ANCEFA, REESAO**
- ☐ **Organisation d'activités dans ses trois domaines d'intervention à savoir :** i) de **Partage d'expériences**, Réflexion et plaidoyer sur la mesure des apprentissages des jeunes enfants (Atelier technique régional des 27-28 juillet derniers à Dakar: 70 participants de 6 pays, 13 organisations internationales et régionales, y compris de la société civile et de la recherche) ; ii) production de connaissances : **Revue des évaluations des apprentissages réalisées au cours des 10 dernières années en Afrique de l'Ouest et du Centre** et iii) Renforcement des capacités : Atelier technique régional sur les normes professionnelles des enseignants de **l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du centre – Atelier Inaugural**
- ☐ **Création d'une** Plateforme en ligne de partage des connaissances (**Portail de ressources contenant plus d'une centaine de ressources techniques**).

Dans les discussions qui ont suivi ces présentations, plusieurs problématiques ont été mises en lumière, et les réponses suivantes apportées :

Types d'enseignants recrutés : « n'est pas enseignant qui veut ». Face à la massification des effectifs et au déficit réel de personnel qualifié, on se retrouve de fait avec des enseignants formés et certifiés, des enseignants formés et non certifiés, des enseignants sans formation initiale. Il est important de mener la réflexion et de construire une **taxinomie selon des critères en déterminant les profils d'entrée et de sortie et de procéder à la certification**.

Les nouvelles technologies constituent un apport : simplification des charges, prise en compte des outils, élargissement de la cible, adaptabilité ; **les NTIC offrent avec les tablettes la possibilité de charger les manuels et d'en augmenter ainsi l'accessibilité et la durée de vie** ; mais la difficulté réside dans leur utilisation, leur fonctionnalité, leur accessibilité et leur maintenance.

Priorisation et hiérarchisation des questions d'éducation. Les éléments qui participent à la résolution des problèmes de qualité sont de nature différente Il faut prendre l'habitude de tester les choses et de prendre des décisions au regard des résultats obtenus ; On peut également observer et prendre en charge les bonnes pratiques et les expériences réussies dans les autres pays/zones par rapport à des préoccupations similaires. Prendre le temps de tester.

Formation des enseignants exerçant dans les camps de réfugiés. A l'UNHCR, on s'intéresse beaucoup aux approches novatrices ; par exemple l'utilisation des téléphones mobiles pour la lecture des manuels, ou de la télévision pour un enseignement/apprentissage simultané dans différentes classes de différentes localités. L'Unicef a fait un travail remarquable dans la formation des enseignants en matière de suivi et d'appui psycho social des enfants. Le HCR appuie la formation des enseignants dans certains pays comme le Nigéria ; cependant, les ressources sont insuffisantes La création d'un environnement sain et protecteur de l'enfant est primordiale : la salle de classe constitue le premier élément de garantie de cet appui psychosocial.

SESSION 2 : Panels de discussion (Session modérée par

Le premier panel (PANEL1) intitulé « A quoi servent les normes professionnelles pour les enseignants ? » visait à permettre aux participants d'entendre plusieurs perspectives sur l'utilité des normes, les enjeux et les défis liés à ces outils.

L'équipe de panelistes comprenait Mme Anne-Marie CHARRAUD, ancienne enseignante et expert en certification professionnelle ; Mme Assibi NAPOE, Coordinatrice régionale en chef de l'Internationale de l'Education (IE) et le Professeur Steeve NWOKEOCHA du Forum Afrique des autorités de régulation de la profession enseignante (AFTRA). Les Discutants étaient Mme Fatimata BA-DIALLO de la CONFEMEN et Monsieur Labass DIALLO du programme CONFEMEN-PASEC et enfin le Professeur Abdoulaye MAGA, Directeur du Département Education de la CEDEAO. Les éléments suivants sont ressortis de ce panel :

Définition du concept de normes professionnelles : la norme serait une référence adoptée, négociée entre acteurs qui doivent l'utiliser pour des usages communs ; La norme professionnelle chez l'enseignant est donc une référence, qui va indiquer les critères fondamentaux qui montrent que l'enseignant peut exercer la profession d'enseignant ;

Différence de conception entre les pays francophones et anglophones : Dans les pays francophones il s'agit de normes prescriptives tandis que dans les pays anglophones s'appliquent des standards qui représentent plus des recommandations. Il faut une compréhension commune et des contenus harmonisés à partir de la définition de critères même si dans la mise en œuvre il peut s'observer des différences dues aux spécificités nationales/locales

Eléments structurants des normes: Trois piliers structurent ces normes. Il y a tout d'abord la description de ce que l'enseignant doit faire : un profil négocié entre les différents acteurs qui vont utiliser cet enseignant ; ce sont les compétences exigibles pour exercer la profession d'enseignant. Il a ensuite la détermination du processus de professionnalisation de la personne concernée avec : (i) la formation qui est le noyau dur (ii) l'évaluation des acquis (iii) la vérification de la capacité d'utilisation de ce qui a été acquis (compétences exigibles) ; ce processus intègre la formation initiale et continue dans un continuum d'acquis d'expériences professionnelles. Il y a enfin les règles de jeu entre employeur et employé, avec leur complexité dû, entre autres, au recrutement, à la rémunération, etc.

Des normes pour quoi faire ? : Trois finalités apparaissent ici. La première c'est d'établir des dispositifs/ stratégies harmonisés et consensuels de formation de l'enseignant ; la seconde c'est de permettre de décrire les fonctions propres à l'enseignant enfin, la troisième est d'améliorer l'employabilité et la mobilité de l'enseignant dans un espace (enseignants sans frontière)

Effets attendus des normes: Les normes se traduisent le plus souvent par un cadre d'harmonisation, des référentiels, une déontologie pour permettre de promouvoir la carrière (à travers les statuts, la rémunération) et le leadership chez l'enseignant. Elles autorisent la redevabilité de l'enseignant par rapport à la collectivité. Les normes peuvent conduire à la mise en place d'un Ordre des enseignants pour assurer leur dignité, le respect des valeurs qu'ils incarnent et le respect de sa profession et par là l'instauration de la confiance entre l'enseignant et la communauté

Les conditions de gestion des normes: les normes doivent être développées, suivies, évaluées et révisées de manière consensuelle (en instituant un dialogue social) et soutenue par une volonté politique claire de la part des autorités

Les discutants ont abondé dans le sens de prendre également en considération les **conditions matérielles d'existence** et de travail de **l'enseignant qui constituent** des variables qui influencent significativement cette professionnalisation et souligné **la nécessité d'avoir des normes communes prenant en compte les dimension** «normes et standards » afin de favoriser la mobilité des enseignants et la mutualisation des connaissances et pratiques dans l'espace de la CEDEAO

Le débat général qui s'en est suivi a traité les questions essentielles suivantes :

i) La clarification du concept de certification qui peut faire référence à deux notions : La certification du niveau professionnel **d'une part, qui évalue la compétence de l'enseignant** et est sanctionnée par un diplôme professionnel, et la certification académique qui vérifie les connaissances relevant du niveau académique et qui est sanctionné par un diplôme académique.

ii) **Les différences de compréhension entre l'anglais et le français et dans les termes utilisés par les uns et les autres au d'un même groupe linguistique.** Les termes « normes », « standards », « certificats », « qualification », « certification » sont utilisés dans le langage courant de manière imprécise et parfois incohérente. **C'est un problème qu'il faudra dépasser s'il l'on veut se doter de standards et de normes communes compréhensibles** de tous. Un premier pas serait de disposer d'un lexique technique harmonisé et consensuel pour éviter les interférences et confusions avec le langage courant.

Le second panel (PANEL 2) était intitulé : ***Où en sont l'Afrique de l'ouest et du Centre : expériences porteuses pour le développement de normes professionnelles pour les enseignants.*** Les panelistes étaient Mme Adriana VALCARCE (UNICEF WCARO) et M. Jean Adotevi et Mme Rokhaya Diawara pour l'UNESCO

La première paneliste a exposé l'expérience de l'approche communautaire préscolaire dans le département de Sédhiou qui a consisté dans un premier temps à faire l'état des lieux des structures préscolaires selon les différents modèles (public, privé, communautaire, et à base religieuse) pour établir la carte préscolaire du Sénégal (une expérience similaire a également été réalisée et au Cameroun). La **description de l'expérience** a souligné que 44 maires du département se sont engagés à prendre en charge les animateurs polyvalents. Les communautés, **s'investissent dans** la réalisation des infrastructures (abris, tables bancs, équipements). Les autorités académiques prennent en charge la formation initiale sommaire des animateurs polyvalents. Les partenaires appuient la mise en place des manuels et supports didactiques et matériels. Les limites de cette expérience sont liées aux données de base lacunaires, au besoin de formation spécifique pour les enseignants du préscolaire et la **précarité de l'emploi**

Le second exposé a présenté le « **Cadre d'orientation harmonisé /commun pour la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base de qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre** » que les bureaux de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre souhaitent finaliser en 2017. **Ce Cadre d'orientation doit permettre aux états de la région de disposer d'un ensemble de ressources techniques pour avancer dans la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base** selon leur rythme propre, leur spécificités et leur ambition politique tout en en favorisant la reconnaissance mutuelles des compétences acquise par les enseignants dans un même espace régional. Sept documents environ constitueront ce cadre d'orientation et certains sont déjà disponibles ou ébauchés :

Document I : introduction/Cadre Conceptuel

Document ii : **Cadre d'orientation curriculaire**

Document iii : **Normes professionnelles pour les enseignants de l'éducation de base**

Document iv : Offres de formation/ parcours de professionnalisation

Document v : Gestion / allocation

Document vi : **Cadre de mise en œuvre du paquet**

Document vii : Gestion des ressources du paquet

Le débat général qui a suivi ces présentations s'est surtout focalisé sur le sous-secteur préscolaire dont la dernière année constitue la première année de l'éducation de base. Les points suivants ont émergé : **La nécessité d'identifier les raisons pour lesquelles les pays s'engagent difficilement dans le développement du préscolaire**, l'absence de données relatives aux coûts et aux effectifs; la non maîtrise de l'impact du préscolaire sur le développement de l'enfant et sa réussite scolaire ; l'**inadéquation des modèles en vigueur par rapport à la demande**; l'importance de développer

le plaidoyer auprès des autorités centrales et locales sur les effets positifs du préscolaire (efficacité interne, réussite scolaire et préparation à la vie...) pour engager les acteurs à assurer le développement du sous-secteur; l'exigence d'approfondir la recherche et la réflexion sur le statut technique, une planification plus fiable permettant de réajuster les politiques éducatives en matière de développement du sous-secteur préscolaire.

SESSION 3 : Concertation sur les objectifs de TALENT et ses priorités de travail

Dans cette session, il s'est agi pour les participants de réfléchir sur les thèmes de travail du TALENT et donner leurs perspectives sur les appuis qu'ils attendent du réseau TALENT en matière de production et partage de connaissances, Renforcement des capacités, plaidoyer et communication. TALENT travaille sur 5 thématiques. Comme la première thématique est la « Professionnalisation des enseignants » et fait l'objet du présent atelier de trois jours, la session de concertation s'est concentrée sur les 4 autres thématiques du TALENT à savoir :

1. Les Données pour renforcer les processus éducatifs
2. Les Barrières à l'apprentissage et participation des parties prenantes
3. L'Assurance qualité de l'enseignement et de la formation des personnels enseignants
4. Les Compétences du 21ème siècle dans le contexte africain

Quatre groupes de travail ont été constitués et ont travaillé sur les consignes suivantes : 1) Sur la base de votre contexte national ou organisationnel, listez les trois problématiques principales de ce thème qui devraient selon vous donner lieu à une réflexion et/ou des actions du réseau TALENT sur la période 2017-2018 ; 2) Quel type d'action(s) préconiseriez-vous ?

Les productions des différents groupes se présentent ainsi :

Thématique : « Données pour renforcer les processus éducatifs »

Problématiques prioritaires à adresser : 1. Urgence et responsabilité de traiter les questions identifiées par les évaluations pour éclairer les décisions politiques ; 2. Transformation des résultats des évaluations en politiques porteuses de changement ; 3. Engager tous les acteurs dans l'ensemble du processus d'évaluation des apprentissages - de la conception à la mise en œuvre jusqu'à la diffusion des résultats. Consultation et concertation de tous les acteurs en amont et aval ; 4. L'imprécision des données conduit à mal informer les décisions politiques - les méthodologies ne sont pas bonnes, les données de qualité sont insuffisantes et les collecteurs de données ne sont pas suffisamment formés.

Tableau des actions préconisées:

	Production et partage de connaissances	Renforcement des capacités	Plaidoyer et communication
1	Production d'un répertoire des évaluations dans un pays qui soit simplifié et traduit dans les langues locales pour la large diffusion Appui à la restitution décentralisée et déconcentrée des résultats des évaluations		Plaidoyer auprès des PTF pour la transformation des résultats des évaluations dans des politiques éducatives
2	Encourager TALENT à exploiter et à appuyer des initiatives telles que les bulletins scolaires / à engager tous les acteurs locaux y compris les parents, à recueillir des données sur la qualité structurelle des écoles	Formation présentielle des organisations de la société civile dans et autour de l'école (syndicats, écoles, associations de parents d'élèves, medias) à la compréhension et l'interprétation des résultats	Impliquer toutes les parties prenantes dans les processus de planification sectorielle - rendre l'information publique pour les acteurs concernés

		des évaluations et à la raison d'être des évaluations	
		Formation des acteurs à l'utilisation et à la transformation des résultats en politiques et activités	
3		Coordonner appui aux pays qui veulent mettre en place des cellules d'évaluation nationales	

Thématique : **«Barrières à l'apprentissage et participation des parties prenantes ».**

Problématiques prioritaires à adresser : **1. Qualité de l'environnement d'apprentissage** ; 2. Inclusion ; 3. Voix des enseignants, des apprenants, et de la société civile

Tableau des actions préconisées:

Production et partage de connaissances	Renforcement des capacités	Plaidoyer et communication
1. Qualité de l'environnement		
Mener une étude sur les conditions d'apprentissage pour identifier les obstacles, les facteurs de blocage, les barrières à l'apprentissage	Renforcer les capacités des institutions chargées de la production de matériel didactique pour stimuler l'élaboration de manuels qui reflètent et intègrent les réalités locales au lieu d'en importer	1. Création d'un environnement sécurisé en termes d'infrastructures scolaires propices à l'enseignement et à l'apprentissage ; 2. Aménagement de salle de classe spécialisée (labo équipé) pour l'enseignement des matières scientifiques
2. Inclusion		
Production de modules sur l'éducation inclusive, l'éducation spécialisée, sur le genre	Formation des enseignants pour un enseignement inclusif, gender sensitive, une éducation spécialisée pour les apprenants à besoins spéciaux (handicapés, réfugiés...)	Plaidoyer pour : 1. l'intégration dans les politiques éducatives et les plans, programmes sectoriels les préoccupations des apprenants à besoins spéciaux ; ex : faciliter pour les apprenants handicapés l'accès aux infrastructures, telles que les salles de classes, les toilettes, aménager des infrastructures sensibles au genre. 2. Sensibilisation des enseignants, des apprenants du sexe opposé, des personnels, des parents, de la communauté sur les violences faites aux filles (mariage précoces, harcèlement sexuel, les abus, etc. 3. Introduction des questions de genre dans les manuels scolaires
3. Voix des enseignants, des apprenants et de la société civile (leurs avis sur les politiques éducatives, les programmes scolaires, la langue d'enseignement, etc.).		
Mener une étude sur la participation effective des enseignants, des apprenants et de la société civile au dialogue sociale, politique.	Outiller les enseignants, les apprenants et la société civile pour qu'ils soient conscients de leurs droits et devoirs et jouent leur rôle de partenaires en éducation	1. Institutionnalisation du dialogue politique et social (cadre de concertation opérationnel). 2. Implication des enseignants, des apprenants, et de la société civile comme acteurs dans ce cadre

Thématique : « Assurance qualité **de l'enseignement et de la formation des personnels d'enseignement** »

Problématiques prioritaires à adresser : 1. Niveau de pertinence des politiques de formation ; 2. Inadéquation de curricula ; 3. **Absence de suivi de la mise en œuvre du cahier de charges pour la formation des enseignants**

Tableau des actions préconisées:

	Production et partage de connaissances	Renforcement des capacités	Plaidoyer et communication
1	Collecte et partage de résultats d'évaluation	Renforcement des capacités des planificateurs	Plaidoyer auprès des décideurs pour l'alignement des politiques aux normes de qualité de la formation des enseignants
2	1. Élaboration de curricula alignés aux normes professionnelles des enseignants ; 2. Collecte et mise mis à disposition des résultats d'évaluation de curricula mis en œuvre	Renforcement de capacités en matière d'élaboration de curricula alignés aux normes professionnelles	Plaidoyer pour l'allocation de ressources conséquentes
3	1. Collecte et partage d'évaluation des tâches de suivi de la mise en œuvre des cahiers de charges pour la formation des enseignants; 2. Partage des bonnes pratiques; 3. Production de grilles d'observation et d'évaluation	1. Renforcement de capacités des acteurs de la chaîne de suivi ; 2. Amener les acteurs à s'approprier les concepts de qualités et d'assurance qualité.	Plaidoyer pour la mise en place de cadres réglementaires

Thématique : « Compétences du 21^{ème} siècle pour les jeunes et les enfants africains »

Problématiques prioritaires à adresser : 1. Comment faire pour que les jeunes et les enfants puissent avoir accès, exploiter, et utiliser les TIC pour améliorer leurs apprentissages et conditions de vie ? 2. Comment partir des compétences de vie courante (valeurs socioculturelles) pour construire sa citoyenneté afin que les jeunes et les enfants deviennent des citoyens critiques et responsables ? 3. Comment installer chez les jeunes et les enfants africains des compétences en communication (technologique, relationnelle) afin de leur permettre de vivre et de se maintenir en communautés et en réseaux ; 4. **Comment développer une culture de l'apprentissage** dans une perspective de **l'apprentissage tout au long de la vie** pour mieux maîtriser les SMTI pour le développement de l'Afrique

Tableau des actions préconisées:

Problématiques	Production et partage des connaissances	Renforcement des capacités	Plaidoyer et communication
1	Organiser la recherche sur la problématique	1. Former les jeunes et les enfants à se prendre en charge ; 2. Mettre en place des structures pour prendre en charge leurs formations	1. vers les gouvernements et autres décideurs ; 2. Sensibiliser les jeunes et les enfants sur le mécanisme de ce plaidoyer
2	Recherche sur les valeurs socioculturelles	1. Renforcer les capacités des enseignants à la prise en compte des valeurs socioculturelles dans le processus d'enseignement ; 2. Former les jeunes et les enfants à la connaissance des valeurs socioculturelles	Intégrer les valeurs socioculturelles dans les programmes avec un support linguistique local
3	Recherche sur les compétences à développer	1. Former les enfants et les jeunes à l'acquisition des compétences et le développement personnel ; 2.	en direction des gouvernements et autres décideurs, réseaux, parents et communautés

	au 21 ^{ème} siècle par les jeunes et les enfants	Renforcer les capacités des enseignants en matière de compétence technologique et linguistique (langues nationales et internationales)	
4	Encourager la recherche dans les domaines sus cités	Disposer de mécanismes incitatifs pour la recherche et l'innovation	1. Sensibiliser les décideurs sur le rôle et le bien fondé des SMTI pour le développement de l'Afrique ; 2. Sensibiliser les enfants et les jeunes sur le bien-fondé des SMTI pour leur propre développement et celui de l'Afrique

Synthèse des échanges sur les différentes productions :

Sur la thématique relative aux « Données » : en plus du plaidoyer auprès des PTF il faudrait également prendre en **compte d'autres cibles (les politiques, les parlementaires, les communautés régionales...)**

Dans le cadre de **l'Assurance qualité** : préciser le niveau moyen et le profil d'entrée dans les institutions de formation initiale, définir la durée de formation et le profil de sortie.

Le Réseau TALENT devrait mener une étude comparative public/privé dans le domaine des résultats aux examens **nationaux, en vue d'identifier les facteurs explicatifs des écarts, et de s'inspirer des bonnes pratiques. TALENT doit** aider les pays à se doter de moyens pour mesurer valablement (indicateurs) les performances de leurs système. La recherche devra cibler des thématiques précises. Il faut renforcer les capacités en évaluation (suivi, évaluation des enseignements et des apprentissages). Pour ce qui est de la thématique des « **barrières à l'apprentissage** » le Sénégal a développé certains outils en faveur **de l'inclusion (guides pédagogiques de soutien aux enseignants...)** qui pourraient être partagés.

La coordinatrice de «TALENT», Mme Valérie DJIOZE-GALLET, a apprécié positivement les contenus variés et instructifs des différentes productions. Beaucoup de choses évoqués existent déjà mais ne sont pas accessibles à **tous, il s'agira de veiller à leur collecte et leur diffusion. Pour les éléments non encore disponibles, la rencontre de l'équipe TALENT prévue le 17 novembre, réfléchira sur les modalités d'élaboration et de partage.**

Le Professeur Philippe JONNAERT, a pour sa part souligner que TALENT est dans son rôle de déclencher un vaste mouvement de **réflexion, d'appropriation et de production de connaissances autour des questions dominantes** dont la professionnalisation des enseignants. Ces questions qui ne sont pas récentes, sont en train de ressurgir dans tous les débats depuis la maternelle **jusqu'à l'université**, dans les contextes de crise et les camps de réfugiés. **L'Education est** une préoccupation, un projet majeur pour tous les pays, orientés vers une seule grande problématique : la réussite de **l'élève, et un seul responsable principal : l'enseignant**. Il est nécessaire de mettre en place un ordre professionnel **des enseignants, pour mieux définir les normes, protéger et défendre la profession enseignante. Peu d'enseignants (craie en main)** maîtrisent les politiques éducatives de leurs pays. Il existe de lourdes contraintes **pour l'ODD4**, à savoir : Qui va, **au-delà des discours, porter l'ODD4 dans les classes** ? Qui produit la qualité dans les classes ? Les enseignants sont sans aucun doute les porteurs de la qualité et du changement dans les classes; Que signifie inclusion dans la **classe, comment veiller à ce que l'équité soit respectée dans la classe** ? **La diversité n'est pas que culturelle, elle est** aussi linguistique et sociale.

Il faut aboutir à des mesures concrètes de formation initiale et continue **qui permettent d'instrumenter les enseignants**. Un curriculum permet de passer de la politique éducative à sa traduction dans une classe. TALENT devra se préoccuper **d'avantage de ce qui se passe dans les classes et des outils qu'on donnera aux enseignants** pour une pratique professionnelle de qualité.

Cette communication a suscité des commentaires et des questionnements de la part des participants:

L'enseignant doit être un élément central ayant une connaissance exacte de ce qui est attendu de lui ; quelles stratégies pour y parvenir ?

Pour assurer l'inclusion dans la classe, il faut élargir les finalités et les objectifs des écoles en prenant en compte le dépistage de l'inadaptation ; la réadaptation sociale ; l'accompagnement psycho social ; le soutien pédagogique ; le suivi en relation avec les autres partenaires. L'établissement scolaire devra être perçu comme une équipe. Il faut réintégrer la gouvernance scolaire et être attentif à la ressource enseignante

TALENT devra mener le plaidoyer auprès des autorités pour une prise en charge correcte de l'ODD4.

Il faut faire la différence entre un ordre des enseignants et un syndicat d'enseignants

En réponse, le Professeur JONNAERT a apporté les clarifications ci-après : Quelle stratégie pour toucher l'enseignant ?

Voir l'école comme une équipe d'enseignants, une communauté de politique, une communauté de recherche, qui identifie dans son environnement, les problèmes prioritaires et s'attèle à leur trouver des réponses appropriées. Tout enseignant, dans sa pratique de classe devra prendre en compte la diversité de l'ensemble des élèves, afin que chaque enfant accède à ce dont il a besoin pour apprendre.

SESSION 4 : S'approprier les initiatives en cours pour la professionnalisation en Afrique de l'Ouest et du

Centre (session présidée par Mme Nene Fatou DIALLO, Inspectrice générale de l'Enseignement pré-universitaire)

Trois communications introductives ont été faites, les deux premières étant complémentaires. Les rapports techniques sur lesquels se sont basées ces présentations sont listés en annexe et disponibles sur le portail de ressource du TALENT

Les deux premières présentations portaient sur le Cadre **d'orientation** curriculaire commun (par le Professeur Philippe JONNAERT) et la **Réflexion sur les offres et plans de formation des enseignants de l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du centre** (par le Professeur Abdoulaye BARRY). Dans courtes session de gestion d'éclaircissements les deux intervenants ont souligné les éléments suivants :

Dans les pays qui sont entrés par les programmes, quels mécanismes pour se réajuster et éviter « la guerre des approches » ? Réponse : Il faut procéder à un recadrage, travailler avec les rédacteurs des programmes sur les cadres d'orientation curriculaire; travailler par domaine d'apprentissage ; procéder à des regroupements de disciplines proches pouvant dialoguer entre elles. Il ne devrait pas y avoir de guerre des approches car aucune approche n'est exclusive. *La formation des enseignants au niveau universitaire n'est-elle pas contre-productive ?* Réponse : Il ne s'agit pas d'un rattachement à l'Université, mais plutôt une acquisition de plus de compétence académique et professionnelle. Le cadre universitaire permet aux enseignants dans d'améliorer leur plan de carrière, avec un système de crédits s'inspirant du système LMD pour valoriser leurs acquis professionnels.

La troisième présentation portait sur le Cadre et le Référentiel de certification des enseignants **de l'éducation de base dans l'espace CEDEAO pour la Reconnaissance et la validation de leurs compétences d'éducation et de formation et de leurs acquis d'expérience** (par Mme Valérie DJIOZE-GALLET et Mr. Jean ADOTEVI)

La synthèse des échanges sur la présentation a fait ressortir les préoccupations suivantes auxquelles les intervenants associées à Mme Anne-Marie CHARRAUD ont apporté les réponses suivantes :

A quel niveau se situe le certificat d'aptitude pédagogique délivré dans les écoles normales supérieures ? Réponse : le Référentiel de certification définit les normes professionnelles, mais il faut encore réfléchir sur les modalités de certification et cela doit être fait en dialogue avec les états concernés.

Est-il réaliste d'envisager que soient certifiés pour enseigner dans tout le cycle d'éducation de base ? Réponse : Il y a en effet une différence entre les enseignants généralistes qui enseignent au primaire et au préscolaire et ceux qui enseignent au secondaire et qui sont spécialisés dans des disciplines spécifiques. C'est pourquoi le référentiel prévoit deux options et les candidats à la certification « Enseignant de l'éducation de base » devront constituer un dossier avec option préscolaire/élémentaire ou option élémentaire/premier cycle du secondaire ;

Pourquoi constituer des jurys de certification ? N'est-ce pas le rôle des écoles de formation ? Réponse : les écoles de formation peuvent le faire si elles disposent d'un référentiel de certification, qui est différent du référentiel de formation.

Les jurys pour la certification des enseignants dans certains pays n'intègrent pas les parents d'élèves : Le jury devrait être élargi aux autres parties prenantes (parents, administration, société civile...)

Recrutement des éducateurs préscolaire de niveau universitaire n'est-ce pas un gâchis au regard de la rareté des ressources et des besoins de développement du sous-secteur de la petite enfance : avec la certification, il ne s'agit pas d'un recrutement à partir de diplôme de niveau universitaire mais plutôt d'un permis ou d'une autorisation d'exercer délivrée après constatation que le candidat possède bien toutes les compétences visées par la certification.

Privatisation de l'école au Libéria : Réponse du Ministre Assistant **Le Libéria n'a pas privatisé les écoles**. Le pays est en train d'expérimenter un projet dans quelques écoles pilotes. Des décisions seront prise au regard des conclusions de cette expérience.

Après ces présentations introductives les participants ont été séparés en deux groupes pour profiter de deux sessions consécutives d'Ateliers parallèles d'approfondissements, d'une heure trente (1h30) chacun, avec les experts intervenants. Ces sessions d'approfondissement avaient pour finalités de permettre aux cadres nationaux et les partenaires présents de se familiariser et s'approprier les outils présentés. Au cours de ces ateliers parallèles les experts sont revenu sur les présentations qu'ils avaient données en introduction, ont détaillée les modalités d'élaboration des outils présentés et ont répondu aux questions des participants quant à l'applicabilité et la pertinence de ces outils pour adresser les défis nationaux. Une autre finalité de ces ateliers parallèle était de permettre aux experts intervenants de recueillir des commentaires et recommandations précieuses pour la révision/finalisation des outils présentés.

Enseignements tirés des travaux des ateliers parallèles d'approfondissement

Thème : « Référentiel de certification des **enseignants de l'éducation de base** des pays de la CEDEAO » facilité par M. Jean ADOTEVI et Anne-Marie CHARRAUD

Le focus a été mis d'une part sur l'appropriation des concepts de certification, standard, norme et d'autre part sur la nécessité de combiner normes et standards pour harmoniser les dispositifs entre pays francophones et anglophones. Les questions d'approfondissement ont mis l'accent sur la manière d'implanter la Certification CEDEAO dans les parcours existants dans les pays, de prendre en compte la situation spécifique à chaque pays, la nécessité de réformer les systèmes nationaux de certification afin de garantir un dispositif fiable de professionnalisation des enseignants.

Les préoccupations soulevées ont portées sur la prise en compte du non-formel dans le Référentiel de certification CEDEAO proposé. Celle-ci n'est pas oubliée mais le point de départ de ce travail piloté par l'UNESCO-Dakar a été de débiter avec les enseignants de l'éducation de base car ils interviennent dans un environnement déjà structuré par des curricula, des circuits de formation structurés, etc. Ceci étant dit, dans un pays ou comme le Sénégal ou le **gouvernement a pris l'option de former des enseignants de base polyvalents (c'est-à-dire formés pour enseigner dans le formel comme le non-formel), il a été facile pour l'UNESCO d'adapter le Référentiel de certification de la CEDEAO en y ajoutant les tâches et les compétences spécifiques à l'enseignement non formel**. Les participants ont demandé à l'UNESCO-Dakar de vulgariser l'expérience du Sénégal d'adaptation du Référentiel de certification des enseignants de l'éducation de base de la CEDEAO aux enseignants du non-formel.

Pour la prise en compte du préscolaire il a été rappelé que le Référentiel inclus la certification des enseignants de l'éducation de base qui travailleront au pré-primaire.

Thème : « **Cadre curriculaire pour les enseignants de l'éducation de base** », et « **Offres et plans de formation des enseignants de l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du centre** » facilité par Professeurs Philippe JONNAERT et Abdoulaye BARRY

Les discussions d'approfondissement se sont cristallisées sur les pratiques d'une part et d'autre part sur les catégories d'enseignants et leurs parcours, notamment pour les possibilités d'amélioration de la formation et la prise en charge de la formation des personnels relevant du corps de contrôle, de supervision et d'encadrement pour une installation durable de la professionnalisation des enseignants.

Les débats ont permis d'identifier certains aspects qui n'avaient pas été révélés notamment par rapport au déficit de données sur l'Afrique centrale.

Tous les participants ont souligné la nécessité de finaliser les eux documents présentés.

Perception des participants sur le format

Les participants des sessions ont apprécié l'approche et le format. En outre, le plaidoyer s'est focalisé sur la prise en compte des éducateurs du préscolaire dans le processus. Quelques attentes ont été formulées : au niveau de la mutualisation d'expériences de pays d'Afrique de l'Ouest en certification, de la prise en compte de la situation complexe de l'Afrique centrale, notamment avec le plurilinguisme. Toutefois comme le processus est lancé un suivi du processus déjà lancé doit se faire sur la base des outils disponibles. De manière générale, les participants ont :

1. exprimé leur satisfaction pour les travaux tenus au Sénégal qui ont permis, dans de bonnes conditions, d'avoir une vision claire des objectifs à atteindre et de mieux se familiariser avec les outils qui seront embarqués dans la plateforme numérique et de ce point de vue TALENT vient à son heure pour une meilleure professionnalisation des enseignants. Il reste à faire la coalition des efforts ce qui incitera les partenaires à participer au projet.
2. Pointé les difficultés dues à la diversité linguistique notamment dans les pays de la CEEAC, mais l'exploitation des questionnaires vont permettre aux experts de pouvoir profiler les bonnes orientations
3. Demandé à l'UA de persévérer dans son travail de développement de l'Afrique en priorisant le capital humain

Certains pays ont exprimé leurs points de vue plus spécifiques:

Sierra Leone : dans cet atelier, le pays bien qu'étant déjà dans la professionnalisation des enseignants, a beaucoup appris et essaiera de s'adapter aux conclusions consensuelles d'harmonisation des différents cadres retenus.

Angola : A félicité l'UNESCO et fait noté que des paramètres du système de formation des enseignants qui existe depuis 2001, devra être revus notamment en l'étendant au non formel. A cet égard un nouveau système de qualification et de certification sera adopté l'an prochain en exploitant les conclusions et outils issus de ces travaux

Gambie : il a été noté que le pays travaille avec l'UNESCO depuis le début sur les normes mais les deux sessions ont beaucoup aidé à clarifier certaines zones d'ombres qui subsistaient. L'objectif est d'avoir une masse critique d'enseignants qualifiés et sous ce rapport, TALENT vient à son heure pour faciliter le travail d'application des normes de professionnalisation afin de changer de posture dans la façon de former les enseignants.

Cote d'Ivoire : grâce aux experts comme Jonnaert, le pays a pu construire un cadre curriculaire, un texte normatif sur la certification. Le pays compte sur TALENT, l'IE et autres partenaires pour la prise en charge qualitative des milliers d'enfants hors du système éducatif.

RDC : Il fait état de l'engagement du pays dans une série de réformes relatives à la formation initiale. La réflexion en train de se mener va être relevée grâce aux documents et outils liés aux normes de professionnalisation et au cadre curriculaire que TALENT va mutualiser ; une exploitation intelligente sera effectuée pour une mise à niveau des spécialistes du pays.

SESSION 5 : Utiliser ces ressources et outils de manière cohérente dans nos contextes nationaux

La feuille de route régionale ci-après a été esquissée pour l'élaboration du *Cadre D'orientation Harmonisé/ Commun pour la Professionnalisation des Enseignants de l'Education de Base de Qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre* :

Resultats / produits	Activites	Indicateurs	Responsable	Echéances	Observations
Un dispositif de production fonctionnel	<ul style="list-style-type: none"> Fusion des équipes de production Elaboration des TDRs + contractualisation Définition planning et modalités de production Echanges / Contact / re-confirmation pays 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'experts retenus Nombre de documents à produire Liste des contacts au niveau pays 	UNESCO Dak/ABU/YAO/I ICBA Experts	15 novembre	
Documents existants complètes et mis à jour AOC : Doc 2 = COC ; Doc 3 = Normes professionnelles ; doc 4 = offre formation ; doc 6 = gestions ; doc 7 = plateforme	<ul style="list-style-type: none"> Distribution des questionnaires Traitement des données Document de synthèse Partage / transmission aux experts 	Données complémentaires pays (questionnaires et document de synthèse)	UNESCO Yaoundé (AC)	20 novembre 2016	S'appuyer sur les représentants pays à cet atelier et mobiliser l'expert régional
	<ul style="list-style-type: none"> Revue des productions afin d'identifier les informations à compléter et Intégrer les résultats de cet atelier) Rédactions des nouvelles versions 	Nombre de documents pré-finalisés	Experts Personnes ressources-pays	15 décembre 2016	
	<ul style="list-style-type: none"> Partage avec les pays et les partenaires Recueil des commentaires 	Nombre de réactions / commentaires	Pays, UNESCO et experts	30 décembre 2015	
Documents manquants produits et mis en page	TDRs des experts	Liste des experts	UNESCO		
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaires / consultations 		Experts pays		
	<ul style="list-style-type: none"> Production et transmission des documents 1, et 8 		Experts / UNESCO	30 décembre 2016	
Validation technique / Assurance qualité par la chaire UNESCO (version du Cadre d'orientation commun à soumettre à la	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des productions Revue par les pairs Assurance qualité formatage 	Niveau / degré de Cohérence des productions	Chaire UNESCO UQAM	10 février 2017	
	<ul style="list-style-type: none"> Montage / mise en page ou en forme 		Chaire UNESCO UQAM et UNESCO	28 février	
	<ul style="list-style-type: none"> Atelier restreint validation technique 		Chair UNESCO	Mars 2017	
	Impression draft				

validation des Ministres)	<ul style="list-style-type: none"> • Soumission version pré-finale 		Chaire UNESCO	30 mars 2017	
Validation institutionnelle et politique	Préparation réunion des experts : <ul style="list-style-type: none"> • TDRs • Invitations • Mobilisation des ressources et des pays 		Avril – Mai 2017	UNESCO en partenariat avec CEEAC, ECOWAS et les PTFs	
	Organisation de la réunion des experts préparant la conférence des Ministres <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la version préfinale par les experts • Validation technique par les pays 		Mars 2017		2 jours avant la réunion des ministres Envoyer les documents au moins 10 jours avant la réunion
	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la réunion des Ministres de l'éducation de base. Invitation ministres Enseignement supérieur ? 		Entre Mai et juin 2017		1 / 2 jours back to back avec la réunion des ministres ECOWAS

Commentaires :

Il faudrait mettre à profit les rencontres ministérielles au niveau de la CEDEAO et la collaboration entre la CEDEAO et la CEEAC pour sa validation et son adoption par les différents pays.

Tous les bureaux UNESCO travailleront collégalement sur un cahier des charges en consultation avec les partenaires intéressés. Une fois le **Cadre d'orientation commun**, validé institutionnellement et politiquement. Une stratégie de mise **en œuvre** devra être élaborée et mise **en œuvre** dans chaque pays.

SESSION 6 : Clôture de l'atelier régional

Au cours de cette session le présidium constitué a exprimé ses remerciements aux organisateurs qui ont permis **d'échanger, de** nouer des connaissances notamment avec les pays de la CEEAC. Il a été noté que cette rencontre **constitue le levain d'une future collaboration par le biais de TALENT pour relever le défi de la professionnalisation des** enseignants en fonction de normes harmonisées dans la CEDEAO et la CEEAC. De ce point de vue la présidence de la session de clôture par le Ministre du Libéria augure bien de l'avenir du plaidoyer politique car c'est le Libéria qui **présidera la prochaine session des chefs d'Etat**.

Les compliments ont été adressés à l'UNESCO, aux Etats membres participant à l'atelier, aux personnes ressources et à toutes les parties prenantes ; **aussi l'UNESCO peut-** elle être rassurée de la poursuite du programme du fait de les engagements pris de façon consensuelle avant, et pendant ces rencontres et qui seront honorés.

Avant la clôture officielle de l'atelier, le Président de séance n'a pas manqué d'apprécier l'hospitalité du Sénégal et par là adresse, au nom des participants, toute sa gratitude aux organisateurs du pays hôte pour l'atteinte des objectifs dans une perspective de développement optimal des conclusions validées.

LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER REGIONAL

	Institutions/ pays	Prénom Nom	Fonction	Contact
Délégués Nationaux				
1	Angola	Pedro FERNANDES	Technicien, Ministère de l'Education	pfernandes61@yahoo.com
2	Angola	Dikwiza KANGALA	Technicien, Ministère de l'Education	dikwizakangala@gmail.com
3	Bénin	Alice MINGNINOU	Inspectrice, Directrice adjointe de cabinet, Ministère Enseignements Maternel et Primaire	mingnalice@yahoo.fr
4	Burkina Faso	Habibata TONE-OUEDRAOGO	Inspectrice du Secondaire (DGEPPIC/MENA), Burkina Faso	tonelauraine@gmail.com
5	Burkina Faso	Adama OUANDAOGO	SEP IEPD DGEPPIC/MENA	ouandama@yahoo.fr
6	Burundi	Tharcisse HABONIMANA	Directeur du Bureau d'Etudes des Programmes de l'Education de base	habothar@yahoo.fr
7	Cabo Verde	Antonio TAVARES JESUS	Directeur, Institut Supérieur de l'Education	antonio.jesus@iue.gov.cv
8	République Centrafricaine	Adèle FEIDANGAMOKOI	Directrice générale des Enseignements, MENESRS	afeidangamoko@gmail.com
9	Congo	Raphael WANDO	Directeur de l'Enseignement primaire, MEPSA	wandoraphael28@gmail.com
10	Congo	Thomas MAKOSSO	Directeur général de l'Institut National de la Recherche et l'action pédagogique	tmakosso728@gmail.com
11	Congo	Jean-Pierre MALONGA	Inspecteur général de l'enseignement technique professionnel	malgano2012@gmail.com
12	République Démocratique du Congo	Kasang Jouvence NDUKU	Expert, SPACE/CATED	non disponible
13	République Démocratique du Congo	Timothée NLANDU MABULA-K.	Directeur des Programmes scolaires et Matériels didactiques	non disponible
14	Côte d'Ivoire	Kouadio MEA	Directeur des Ecoles et Lycées	kouadiomea001@gmail.com
15	Gabon	Christian OGANDAGA OMBOSSO	Directeur adjoint Enseignement primaire, Inspecteur pédagogique, Education Nationale	christianogandagaombosso@yahoo.fr
16	Guinée	Mamady Sidiki CAMARA	Enseignant formateur, MEPU-A	mamadi.sidiki@gmail.com
17	Guinée	Nene Fatou DIALLO	Inspectrice générale de l'Enseignement pré-universitaire	diallonenefatou@yahoo.fr
18	Guinée Equatoriale	Robustiano NCULU OBAMA ABEME	Chef Information et Communication COMNAT	nculu2015@gmail.com
19	Libéria	Advertus Orea WRIGHT	Ministre-adjoint de l'Education	budu12000@yahoo.com
20	Niger	Bila MOHAMED	Inspecteur d'enseignement primaire, MEP/A/PLN/EC	aboulamohamed@gmail.com

21	Nigéria	Prof Muhammadu BAPPA – ALIYU	Secrétaire exécutif, Commission nationale pour les instituts de formation	mbappaaliyu@yahoo.com
22	Sénégal	Léna SÈNE	Chef de division Formation, DFC/MEN	lenasene04@gmail.com
23	Sénégal	Mada Lucienne TENDENG	Chef de division Education, Commission nationale UNESCO, MEN	mada.lucienne@gmail.com
24	Sénégal	Djeynaba TOURE	Spécialiste en Communication,	touredjeynaba@gmail.com
25	Sierra Léone	Mohamed Sillah SESAY	Directeur de l'Inspection	msesay@yahoo.com
26	Tchad	Oumar Ali MOUSTAPHA	Directeur de la Formation des Enseignants	oumarali@yahoo.fr
Organisations et institutions partenaires				
27	ADEA	Mame Ibra BA	Point Focal ADEA-NALA pour l'Afrique francophone, Directeur de l'Institut national sénégalais d'étude et d'action pour le développement de l'éducation (INEADE)	mameibra2011@hotmail.fr
28	AFTRA	Steve NWOKEOCHA	Directeur exécutif African Forum of Teaching Regulatory Authorities	drsteve44@gmail.com
29	REESAO	Sossé NDIAYE	Point Focal REESAO au Sénégal	sosse.ndiaye@ucad.edu.sn
30	ANCEFA	Fatou Diouf KANDJI	Enseignante-chercheuse FASTEF UCAD, Membre du Conseil d'administration	fatoudiougandji@gmail.com
31	ANCEFA	Robert A. BADJI	Chargé de programme	bobyntesta2015@gmail.com
32	CEDEAO/ECO WAS	Abdoulaye Issaka MAGA	Directeur Education, Sciences et Culture	abdoulaym@gmail.com
33	CEDEAO/ECO WAS	Aisha USMAN	Chargée de programme Education	usmanaa2007@gmail.com
34	CONFEMEN	Fatimata BA DIALLO	Conseillère en politiques éducatives	bfatima@confemen.org
35	CONFEMEN	Anne Marie LACASSE	Conseillère en politiques éducatives	amlacasse@confemen.org
36	CONFEMEN/P ASEC	Labass Diallo	Conseiller Technique	ldiallo@confemen.org
37	Internationale de l'Education (ECRAF)	Assibi NAPOE	Coordonnatrice régionale en chef	assibi.napoe@ei-ie.org
38	FAWE	Houraye Mamadou ANNE	Coordnatrice Afrique de l'Ouest	hmamedou@fawe.org
39	UNICEF	Inge VERLOESEM	Spécialiste Education, UNICEF WCARO	ivervloesem@unicef.org
40	UNICEF	Adriana VALCARCE	Consultante ECD (Petite enfance), UNICEF WCARO	avalcarce@unicef.org
41	UNHCR	Caroline SCHMIDT	Administratrice régionale de l'éducation, Bureau Afrique de l'Ouest	schmidt@unhcr.org
Experts invités				
42	Experts UNESCO	Isatou NDOW	Head of School, Gambia College	isatoundw@gmail.com

43	Experts UNESCO	Adoulaye BARRY	Expert, UQAM	bendebarry@gmail.com
44	Experts UNESCO	Jean ADOTEVI	Expert	jean.adotevi@yahoo.com
45	Experts UNESCO	Abdoulaye Ibnou SECK	Expert	abdoulayeseck55@gmail.com
46	Experts UNESCO	Mafakha TOURE	Expert	mafakha@yahoo.fr
47	Experts UNESCO	Anne-Marie CHARRAUD	Expert	amcharraud@gmail.com
48	Experts UNESCO	Philippe JONNAERT	Expert, CUDC-UQAM	jonnaertp@gmail.com
49	Experts UNESCO	Toussaint TCHITCHI	Professeur Expert, Université d'Abomey-Calavi, Bénin	toussaintyaovitchi@yahoo.fr
50	Experts UNESCO	Pierre FONKOUA	Expert	pfonkoua2001@yahoo.fr
Equipes des bureaux et instituts de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre				
51	Bureau National d'Abidjan	Chantal N'DA EBBAH	Chargée de Programme	kelychou@yahoo.fr
52	Bureaux régional d'Abuja	Rokhaya DIAWARA	Spécialiste du programme Education	r.diawara@unesco.org
53	Bureau National de Bamako	Pierre SAYE	Administrateur national du Programme Education	p.saye@unesco.org
54	Bureau National de Bamako	Elmehdi AG MUPHTAH	Responsable de projet CapED	e.ag-muphtah@unesco.org
55	Bureau National de Brazzaville	Rigobert BANZOUZI	Administrateur national du programme Education	r.banzouzi@unesco.org
56	Bureau national de Bujumbura	Mbawa MWENYEBATU	Responsable de Projet CapED	m.mwenyebatu@unesco.org
57	Bureau régional de Dakar	Gwang-Chol CHANG	Directeur et Représentant par intérim	gc.chang@unesco.org
58	Bureau régional de Dakar	Valérie DJIOZE-GALLET	Spécialiste du programme Education, Coordinatrice TALENT	v.djioze@unesco.org
59	Bureau régional de Dakar	Papa Ada SECK	Stagiaire en Education	papaadaseck@gmail.com
60	Bureau régional de Dakar	Audrey JACQUES	Volontaire en Education	tadeyjacques@hotmail.com
61	Bureau régional multisectoriel de Dakar	Ousseynou DIOP	Stagiaire en Education	diopousseynou@hotmail.com

62	Bureau National de Kinshasa	Fatoumata MAREGA	Spécialiste du programme Education	f.marega@unesco.org
63	Bureau National de Libreville	Séraphine MÉMINE	Administratrice nationale du Programme Education	s.memine@unesco.org
64	Antenne de N'Djamena	Yambaye TELNODJI	Administrateur national du programme	td.yambaye@unesco.org
65	Bureau régional multisectoriel de Yaoundé	Albert MENDY	Spécialiste du programme Education	a.mendy@unesco.org
66	Bureau régional multisectoriel de Yaoundé	Bruno Tayim DZOUNESSE	Chargé de programme Education	b.dzounesse@unesco.org
67	UNESCO-IICBA	Yumiko YOKOZEKI	Directrice, Institut International de l'UNESCO pour le renforcement des Capacités en Afrique	y.yokozeki@unesco.org
68	UNESCO-IICBA	Mame Omar DIOP	Coordonnateur de projets	o.diop@unesco.org
69	UNESCO-IIPE/Pole de Dakar	Patrick NKENGNE NKENGNE	Analyste des politiques éducatives	ap.nkengne@iipe-poledakar.org
Equipe d'appui et de communication				
70	Bureau régional de Dakar	Dame DIENG	Assistant au programme, UNESCO Dakar	d.dieng@unesco.org
71	Bureau régional de Dakar	Adjaratou Marieme Soda GACOU	Stagiaire Assistante au programme, UNESCO Dakar	non disponible
72	Bureau régional de Dakar	Marion Piccio	Consultante en Information du public, UNESCO Dakar	m.piccio@unesco.org
73	Equipe de Rapporteur	Abdourahim GAYE	Consultant	abdourahimgaye@yahoo.fr
74	Equipe de Rapportage	Halifousseyne GASSAMA	Consultant	halifousseyne.gassama@yahoo.fr
75	Equipe de Rapportage	Mame Diarra COLY	Assistante Consultant	mama842008@hotmail.fr
76	Média URAC/ Al Bourakh.fm	Abdoul Aziz SARR SOW	Directeur Radio, Enseignant	abdouaziz62@hotmail.fr

Annexes

LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COURS DE L'ATELIER REGIONAL

SESSION 1

1. *La crise de l'apprentissage en Afrique de l'Ouest et du Centre*, (Patrick Nkégne Nkégne, UNESCO-IIPE/ Pôle de Dakar)
2. *Living up to the task – providing education for refugees together* / Relever le défi –fournir ensemble une éducation aux réfugiés (Caroline Schmidt, UNHCR)
3. *The Teaching and Learning Educators' Network for Transformation* / Le Réseau des Éducateurs pour la transformation de l'enseignement Apprentissage – TALENT (Valérie Djioze-Gallet, UNESCO Dakar)

SESSION 2

4. *Les normes professionnelles* (Assibi Napoe, Coordinatrice régionale en chef, Internationale de l'Éducation)
5. *Professional teaching standards for basic education* / Les normes professionnelles pour l'éducation de base (Professeur Steve Nwokeocha de AFTRA)
6. *Réflexions sur les offres et plans de formation des enseignants de l'éducation de base des pays de la CEDEAO et de la CEEAC*, (Abdoulaye Barry, expert UNESCO)

SESSION 4

7. *Cadre d'orientation curriculaire commun pour la formation des enseignants de l'éducation de base dans l'espace CEDEAO* (Philippe Jonnaert, expert UNESCO)
8. *Réflexions sur les offres et plans de formation des enseignants de l'éducation de base des pays de la CEDEAO et de la CEEAC* (Abdoulaye Barry, expert UNESCO)
9. *Reconnaissance et validation des compétences d'éducation et de formation et des acquis d'expérience en vue d'une certification des enseignants de l'éducation de base dans l'espace CEDEAO* (J. Adotevi & A-M Charraud (experts UNESCO Dakar)

Tous les documents de l'atelier sont disponibles sur le portail de ressource du TALENT

<http://www.unescoafrica.org/edu/index.php/fr/reseau-des-educateurs-talent>

PROGRAMME DE L'ATELIER RÉGIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

JOUR 1	Inauguration du TALENT			
Horaire	Thème	Descriptif	Durée	Intervenants
8h00	Accueil	Enregistrement et orientation des participants	1h	UNESCO Dakar
9h00	Cérémonie d'ouverture	Mots d'ouverture et présentation des participants	30min	<ul style="list-style-type: none"> - UNESCO/Secrétariat du Groupe de Coordination régionale sur l'ODD-4 - CEDEAO - CEEAC
Session 1 : Aperçu de la crise de l'apprentissage en Afrique de l'Ouest et du Centre				
Chairman : CEDEAO				

9h30		Présentation de la situation de la crise de l'apprentissage en Afrique de l'Ouest et du Centre	25 min	- UNESCO-IIEP/Pôle de Dakar - UNHCR/Agence marraine ODD-4
		Présentation du Réseau des éducateurs pour la transformation de l'Enseignement Apprentissage (TALENT)	10 min	Equipe de travail TALENT
		Questions et réponses	15 min	Chairman
10h20	Photo de groupe		15 min	
	Point Presse	Pause-café	25 min	
Session 2 : Quelles normes professionnelles pour un enseignement qui favorise l'apprentissage de base pour tous ? » Chair : PME				
10h50		Panel 1 : A quoi servent les normes professionnelles pour les enseignants ?	50 min	Panelistes : - Education International - AFTRA - M. Ndoye/ Coordonnateur Triennale ADEA Discutants : Confemen/PASEC, CEDEAO
		Questions et réponses	10 min	
11h50		Panel 2 : Où en sont l'Afrique de l'Ouest et du Centre : Expériences porteuses pour le développement de normes professionnelles pour les enseignants	50 min	Panelistes : - UNESCO - UNICEF - OIF/AUF Discutants : ANCEFA, CEEAC
		Questions et réponses	10 min	
12h50		Résumé des débats	20 min	Personne ressource
13h10		Pause-déjeuner	1h	
Session 3 : Concertation sur les objectifs du TALENT et ses priorités de travail Chairman : CONFEMEN				
14h10		• Présentation des consignes pour les travaux de groupe et finalisation de la composition des groupes	30 min	UNESCO
14h40		Travaux de groupe sur les objectifs du TALENT et ses priorités de travail	1h20	
16h00		Présentation des travaux des groupes en plénière	1h00	Rapporteurs des groupes
17h	Cérémonie de clôture	Mots de clôture	30 min	- Représentant des pays - Secrétariat du Groupe de Coordination régionale sur l'ODD-4

17h30	Cocktail d'inauguration du TALENT			
19h00	Fin du Jour 1			
JOUR 2	Partage de connaissances et renforcement des capacités			
8h30	<u>Introduction</u>	Présentation du programme et des résultats attendus deux jours de travaux (Questions et réponses)	30 min	UNESCO
Session 4 : S'approprier les initiatives en cours pour la professionnalisation en Afrique de l'Ouest et du centre Chairman : 1 Pays Francophone				
9h00		Présentation travaux sur les Cadres de certification pour les enseignants de l'éducation de base	20 min	Expert UNESCO
		Questions réponses	10 min	
		Présentation sur le cadre curriculaire pour les enseignants de l'éducation de base	20 min	Expert UNESCO
		Questions réponses	10 min	
10h00		Pause-café	30 min	
10h30		Session parallèle n°1 d'approfondissement sur les outils/ressources présentés	1h15	Experts UNESCO
11h45		Session parallèle n°2 d'approfondissement sur les outils/ressources présentés	1h15	Experts UNESCO
13h		Pause-déjeuner	1h	
14h		Restitution des pays sur ce qu'ils ont retiré des travaux des sessions d'approfondissement	1h	délégués nationaux
Session 5 : Utiliser ces ressources et outils de manière cohérente dans nos contextes nationaux Chairman : un pays anglophone				
15h		Présentation : Principes et axes de travail pour la mise en synergie des différents outils/ressources existants dans les pays impliqués/intéressés	30min	Experts UNESCO
		questions et réponses	10min	
15h40		Explication des consignes pour les travaux de groupe sur la mise en synergie des outils et ressources au niveau pays	20min	UNESCO

16h		Pause-café	2h	
		Démarrage des travaux de groupe		
18h		fin du jour 2		
JOUR 3	Partage de connaissances et renforcement des capacités : suite			
9h		Finalisation des travaux de groupes	1h	
10h		Restitution des travaux de groupes (Questions et réponses)	1h	Rapporteurs des groupes
11h		Pause-café	30 min	
11h 30		Finalisation des Restitutions des travaux de groupes (Questions et réponses)	30 min	UNESCO et Experts
<u>Session 6 : Clôture de l'atelier régional</u> chairman : UNESCO				
12h		mots de clôture	1h	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe de Coordination régionale sur l'ODD -4 - GPE - CEDEAO/CEEAC
13h		Pause-déjeuner	1h	
14h	Réseautage	Temps libre pour l'échange entre pays et avec les experts et les partenaires sur les feuilles de route		